

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services et offres adaptés à vos centres d'intérêt. [En savoir plus](#)

FERMER ✕



Accueil > Économie

# Chine: la menace d'un défaut de paiement illustre les dangers de la «finance de l'ombre»

AFP 27 JANVIER 2014 À 12:50



Un homme sort de bureaux à Pékin le 15 janvier 2014 (Photo Wang Zhao. AFP)

Un défaut de paiement sans précédent qui menace cette semaine un produit d'investissement chinois pourrait, s'il se concrétise, ébranler le secteur des établissements de crédit non conventionnels, une «finance de l'ombre» non régulée dont l'essor inquiète Pékin.

C'est la plus grosse banque de Chine, ICBC, qui vantait aux investisseurs les mérites du fonds «Credit Equals Gold #1 Trust», leur promettant un rendement de 10% par an -- bien plus que ce qu'offrent les simples dépôts bancaires aux taux d'intérêt maigrelets.

Mais la promesse de profits s'est évaporée, et la société qui avait structuré ce produit financier, China Credit Trust, a annoncé début janvier qu'elle ne serait pas capable de s'acquitter d'une échéance de 3 milliards de yuans (360 millions d'euros) due vendredi prochain.

Cette situation d'une gravité inédite fait figure de «test» pour le système de «finance de l'ombre» qui a prospéré au coeur de la deuxième économie mondiale: trusts, plateformes de crédit en ligne, établissements de micro-crédit s'y sont multipliés hors du contrôle des régulateurs, alimentant une envolée des prêts mais aussi des dettes contractées par les gouvernements locaux.

La «finance de l'ombre» pesait en 2012 quelque 4.800 milliards de dollars, plus de la moitié du PIB du pays, selon l'agence de notation financière Moody's.

Désireux de maîtriser ce réseau financier informel et de restreindre la folle envolée du crédit, Pékin pourrait choisir de ne pas intervenir: ce défaut de paiement viendrait en effet illustrer les dangers de la spéculation financière et refroidirait les investisseurs.

«Certains responsables chinois sont prêts à voir se concrétiser un défaut, car cela encouragerait (les investisseurs) à se comporter avec plus de prudence face au risque», a estimé Andrew Tilton, économiste de la banque Goldman Sachs.

Mais le gouvernement devra se montrer prudent, s'il veut éviter une onde de choc à travers le système financier, prévient-il.

«Le fait de voir ces investisseurs subir des pertes importantes pourrait inciter les autres à retirer leur argent des fonds qui alimentent la +finance de l'ombre+, et les conditions du crédit pourraient se resserrer sévèrement». Les difficultés à emprunter pénaliseraient alors la croissance économique, qui est déjà en plein ralentissement.

«Une fraude pure et simple»

Le produit financier qui affole cette semaine les marchés illustre les dérives du système.

China Credit Trust l'avait vendu à partir de 2010, à travers les branches d'ICBC, à environ 700 clients de cette banque. Le fonds constitué apportait des financements à Zhengfu Energy, dans la province du Shanxi (nord).

Mais ce groupe minier spécialisé dans le charbon n'a jamais obtenu de permis pour exercer ses activités et son propriétaire a été interpellé par les autorités en 2012.

«ICBC et Credit China Trust ont creusé un trou, l'ont dissimulé avec une couche de paille et nous ont demandé de sauter dessus», ironise Gao Yigang, qui a investi dans ce fonds presque 500.000 dollars de ses économies familiales.

«Désormais, il apparaît que notre argent n'a pas été utilisé pour les véritables activités du groupe minier. C'était une fraude pure et simple (élaborée) pour combler un énorme déficit», a-t-il indiqué à l'AFP.

Des produits vendus en Chine par plus d'une soixantaine de sociétés d'investissement offrent des rendements très élevés mais s'avèrent également très risqués, ravivant le spectre des «obligations pourries» hautement spéculatives dans les pays occidentaux.

ICBC a assuré n'avoir aucune responsabilité directe dans le produit incriminé.

«Les investisseurs peuvent tirer des leçons de cet incident. La prochaine fois qu'ils investiront (dans des produits financiers), ils devront être mieux conscients du risque», a même commenté son président Jiang Jianqing dans un entretien avec la chaîne américaine CNBC.

Mais le succès de ces investissements à risque s'explique par l'absence d'alternatives -- dans un pays qui contrôle toute sortie d'argent à l'étranger et intensifie les restrictions sur le marché immobilier, tandis que la Bourse chinoise réalise des performances dérisoires.

En conséquence, les prêts informels apparaissent comme un placement plus rémunérateur.

«Nous ne lâcherons pas prise jusqu'à tant que nous ayons gain de cause», a affirmé à l'AFP un autre investisseur floué, souhaitant que ICBC compense les pertes éventuelles.

Mais ils pourraient au final récupérer leur argent via China Credit Trust: celui-ci a annoncé lundi dans un bref communiqué qu'il avait «conclu un accord avec un investisseur intéressé» pour venir à son secours, mais sans révéler son identité ni livrer de détails.

**AFP**